

# ACTION URGENTE

## CRAINTES POUR LA VIE DE DEUX PERSONNES DÉTENUES AU VENEZUELA

Emirlendris Benítez est une mère de famille et commerçante âgée de 42 ans qui a été arrêtée arbitrairement en août 2018 et soumise à la torture. Guillermo Zárraga, 59 ans, est un ingénieur et ancien syndicaliste de l'industrie pétrolière qui a été arrêté arbitrairement en novembre 2020 et jugé pour des faits qui ne sont étayés par aucune preuve. Tous deux souffrent de graves problèmes de santé en raison de conditions d'incarcération inhumaines et, pour Emirlendris, des actes de torture qu'elle a subis. Ils sont à l'heure actuelle injustement détenus dans des prisons relevant de la responsabilité de la ministre des Affaires carcérales. Nous appelons cette dernière à protéger la vie d'Emirlendris Benítez et de Guillermo Zárraga, et de veiller à ce qu'ils reçoivent immédiatement les soins médicaux dont ils ont besoin.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

**Celsa Bautista Ontiveros**  
**Ministre des Affaires carcérales**  
Ministerio del Poder Popular para Asuntos Penitenciarios,  
Avenida Venezuela, Edificio Platinum,  
Urbanización El Rosal, Municipio Chacao,  
Caracas  
Venezuela  
Twitter : @CelsaBautistaO

Madame la Ministre,

*J'éprouve de vives craintes pour la vie d'Emirlendris Benítez et de Guillermo Zárraga, injustement privés de liberté par vos services. Guillermo Zárraga est actuellement incarcéré à la prison de Yare II, dans l'État de Miranda, dans l'attente d'un nouveau procès. Emirlendris Benítez purge quant à elle une peine injustifiée et très lourde de 30 ans de réclusion à l'INOF, la prison pour femmes de Los Teques, à Caracas. La santé de ces deux personnes victimes de détention arbitraire requiert des soins médicaux de toute urgence.*

*L'état de santé d'Emirlendris Benítez est alarmant, conséquence des violations graves des droits fondamentaux qu'elle a subies depuis son arrestation en août 2018, notamment une détention arbitraire, des actes de torture, des violences liées au genre, de la discrimination, un procès inique et des conditions de détention inhumaines. Elle est non seulement victime de détention arbitraire, de torture et d'un procès inique, mais est également privée de son droit à la santé de manière répétée par les autorités sous votre responsabilité.*

*Guillermo Zárraga est injustement maintenu en détention depuis qu'il a abruptement été emmené de chez lui au milieu de la nuit en novembre 2020. Depuis le début de cette incarcération injuste, il a perdu beaucoup de poids, a souffert de problèmes cardiaques et a récemment perdu connaissance à plusieurs reprises en raison de la malnutrition. Les autorités carcérales restreignent son accès à la nourriture et aux médicaments, ainsi qu'à d'autres produits de première nécessité permettant habituellement de rendre la détention supportable.*

**Emirlendris Benítez et Guillermo Zárraga doivent être libérés immédiatement et sans condition. Si l'État les maintient en détention, vous devez faire en sorte de protéger leur vie, leur santé et leur sécurité. Nous vous prions instamment de leur donner accès à des soins médicaux appropriés et de confiance.**

*Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.*

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

Emirlendris Benítez est une mère, une sœur et une commerçante vénézuélienne. Le 5 août 2018, elle a été arrêtée de manière arbitraire pour des motifs forgés de toutes pièces. Les autorités l'ont associée à tort à des actes de violence commis contre de hauts responsables politiques au Venezuela. Cette accusation ne repose sur aucune preuve, et elle affirme catégoriquement qu'elle n'a rien à voir avec ces événements. En détention, elle a été soumise à des actes de torture alors qu'elle était enceinte. Quelques semaines après son arrestation, elle a été transférée de force dans un établissement médical et sa grossesse a été interrompue à son insu et sans son consentement. Du fait des actes de torture auxquels elle a été soumise, elle aura longtemps besoin d'un fauteuil roulant pour se déplacer. En 2022, elle a été condamnée à 30 ans de prison par un tribunal dont les décisions sont partiales et motivées par des considérations politiques. Emirlendris Benítez n'aurait jamais dû être placée en détention, car tout indique que les charges retenues à son encontre sont à caractère politique. La peine très lourde prononcée contre elle doit par ailleurs être annulée et elle doit être immédiatement libérée.

Guillermo Zárraga est un ingénieur vénézuélien qui travaillait comme opérateur-technicien pour Petróleos de Venezuela S.A., la société pétrolière publique du Venezuela, à la raffinerie de Cardón, sur l'installation de craquage catalytique de Coro (État de Falcón). Il était également responsable au sein du Syndicat unique des travailleurs, dans cette même entreprise. Il a été arrêté à son domicile le 14 novembre 2020 à 3 heures du matin par des membres de la Direction des renseignements militaires. Selon son acte d'inculpation, il est accusé d'avoir fourni des informations relatives à la sécurité nationale à un Américain qui avait été arrêté en septembre et était soupçonné d'être un agent de la CIA essayant de saboter l'industrie pétrolière. Outre son rôle de responsable syndical, Guillermo Zárraga avait été photographié avec Juan Guaido, un dirigeant de l'opposition bien connu. Ce cliché a été ajouté aux éléments à charge afin d'attester l'intention présumée de Guillermo Zárraga de soutenir ces opérations de sabotage. Bien que le gouvernement de Nicolás Maduro ait remis en liberté l'homme soupçonné d'être un agent de la CIA, Guillermo Zárraga est maintenu en détention de manière arbitraire.

Comme c'est le cas pour Emirlendris Benítez, la famille de Guillermo Zárraga n'a pas les moyens de le soutenir en détention, et les autorités pénitentiaires ne fournissent pas aux détenu·e·s de nourriture adéquate ni d'eau potable. Ses besoins nutritionnels ne sont donc pas satisfaits et sa santé s'est gravement détériorée durant sa détention.

Le gouvernement de Nicolás Maduro ne cesse de harceler, de poursuivre et de censurer les militant·e·s et les organisations de la société civile œuvrant pour protéger les droits des Vénézuélien·ne·s dans le contexte d'une crise humanitaire complexe, et d'une profonde crise des droits humains qui a poussé un nombre record de personnes à fuir le pays en quête de sécurité et de protection. Au mois d'août 2023, plus de 7,71 millions de personnes avaient fui le pays, soit 25 % de la population totale du Venezuela.

Depuis 2020, quatre rapports de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République bolivarienne du Venezuela ont fourni des informations détaillées sur des centaines de cas d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées, de détentions arbitraires, d'actes de torture et d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants commis dans le pays depuis 2014, ainsi que d'exemples d'instrumentalisation de la justice par le gouvernement dans le cadre de sa politique répressive, en concluant que ces graves violations des droits humains pourraient constituer des crimes contre l'humanité.

**LANGUE À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS :** espagnol  
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE :** 1<sup>er</sup> décembre 2023  
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER :** Emirlendris Benítez (elle) et Guillermo Zárraga (lui)